

INSTRUCTION N° 67-89 - B 3
du 12 Septembre 1967.

CLASSEMENT
B 3

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du

n° du

n° du

n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

PENSIONS CONCEDEES AU TITRE DU CODE
DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE
ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

RELEVEMENT DU MONTANT DES PENSIONS
A COMPTER DU 1^{er} SEPTEMBRE 1967

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 67-21 - B 3 du 20 février 1967.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM	PGT
PSA	TOM	CLV	PY	PGA	AET	TGE	PA

SOMMAIRE

	Paragraphe.	Pages.
PRÉAMBULE	1	3
SECTION I		
DÉTERMINATION DES NOUVEAUX MONTANTS.....	4	3
I. — Calcul des nouveaux montants par les comptables payeurs	5	3
II. — Calcul des nouveaux montants par les comptables supé- rieurs assignataires	9	4
SECTION II		
EMOLUMENTS AUXQUELS EST APPLICABLE LE RELEVEMENT AU 1 ^{er} SEPTEMBRE 1967.....	10	5
SECTION III		
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CERTAINES PENSIONS ET A CERTAINS ACCESSOIRES DE PENSIONS :		
I. — Pensions de veuves ou d'orphelins et secours de compagne :		
A. — Pensions de veuves et d'orphelins.....	11	5
B. — Supplément exceptionnel	22	8
C. — Secours annuel de compagne.....	23	8
II. — Pensions d'ascendants	24	9
III. — Indemnité de soins aux pensionnés à 100 % pour tuberculose, indemnité de ménagement, et indemnité de reclassement et de ménagement.....	31	11
IV. — Dispositions diverses	32	11
SECTION IV		
DATE DE MISE EN APPLICATION.....	33	12
SECTION V		
EMOLUMENTS PAYABLES DANS CERTAINS DÉPARTEMENTS, TERRITOIRES OU ETATS SITUÉS HORS DE LA ZONE FRANC MÉTROPOLITAIN ET ÉMOLUMENTS PAYABLES EN MÉTROPOLE A UN TAUX BLOQUÉ AUX RESSORTISSANTS DE CERTAINS ETATS.....	34	12

Préambule.

- 1 Par suite de l'intervention du décret n° 67-698 du 12 août 1967 portant majoration des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat, un décret, qui sera publié au *Journal officiel*, fixe à 7,32 F, à compter du 1^{er} septembre 1967, la valeur du point d'indice défini à l'article L. 8 bis du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et qui sert de base au calcul des pensions et accessoires concédés au titre de ce Code.
- 2 D'autre part, l'article 62 de la loi de finances pour 1967 n° 66-935 du 17 décembre 1966 (2) a substitué, avec effet du 1^{er} juillet 1967, l'indice 457,50 à l'indice 451,50 dans le premier alinéa de l'article L. 50 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre fixant le taux de base de la pension de veuve de soldat non remariée.
- 3 La présente instruction a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les comptables appliqueront ces dispositions.

SECTION I

Détermination des nouveaux montants.

- 4 Comme lors des relèvements précédents et conformément aux dispositions de l'article L. 8 bis du Code, les nouveaux montants, applicables à compter du 1^{er} septembre 1967 :
 - des pensions de victimes de guerre et de leurs ayants cause,
 - des accessoires qui s'y rattachent,
 - des allocations provisoires d'attente et de leurs accessoires,peuvent être déterminés en multipliant l'indice (3) affecté à la pension par la nouvelle valeur du point d'indice, soit 7,32 F ; le résultat exprimé avec deux décimales est arrondi, s'il n'est pas lui-même multiple de quatre, au multiple de quatre des centimes immédiatement supérieur.

I. — CALCUL DES NOUVEAUX MONTANTS PAR LES COMPTABLES PAYEURS

- 5 Les dispositions qui suivent sont applicables aux pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre qui ne donnent pas lieu à émission de bordereaux-listes ou de cartes-quittances.

Les nouveaux montants de ces pensions seront déterminés par les comptables payeurs à l'aide d'un barème à couverture rouge établi suivant les errements habituels.

Son utilisation doit permettre aux comptables de déterminer, par simple lecture et sans avoir à effectuer de calcul pour la majorité des pensions payables à leur caisse, le montant de la somme due à une échéance déterminée donnant lieu au paiement d'un rappel, ainsi qu'à l'échéance suivante.

(1) *Journal officiel* du 20 août 1967, page 8361.

(2) *Journal officiel* du 18 décembre 1966, page 11081.

(3) L'indice à considérer est l'indice global obtenu par addition des indices partiels afférents aux éléments payables sur le même titre.

- 6 En ce qui concerne les pensions, ou allocations provisoires d'attente, d'invalides ou d'ascendants, dont l'indice mentionné sur les fiches de paiement ne figurerait pas au barème, le comptable devrait déterminer lui-même :

- le nouveau montant annuel à compter du 1^{er} septembre 1967 en multipliant l'indice global figurant sur les fiches de paiement par 7,32, le résultat exprimé avec deux décimales étant, le cas échéant, arrondi au multiple de quatre des centimes immédiatement supérieur ;
- le nouveau montant trimestriel à compter du 1^{er} septembre 1967 en divisant par quatre ce montant annuel ;
- le montant de la somme due à l'échéance donnant lieu à paiement du rappel en ajoutant à l'ancien montant trimestriel figurant sur la fiche de paiement le rappel dû pour la période du 1^{er} septembre 1967 à la veille de l'échéance à payer. Ce rappel est déterminé en multipliant par le nombre de jours que comprend cette période la différence existant entre le nouveau montant trimestriel et l'ancien montant trimestriel puis en divisant le résultat par 90.

- 7 En ce qui concerne les pensions ou allocations provisoires d'attente de veuves ou d'orphelins, dont l'indice mentionné sur les fiches de paiement ne figurerait pas au barème, le comptable devrait déterminer les nouveaux montants annuels et trimestriels à compter des 1^{er} juillet et 1^{er} septembre 1967 à partir de l'indice majoré dans les conditions indiquées au paragraphe 12 ci-après.

Pour ces pensions le montant de la somme due à l'échéance donnant lieu à paiement du rappel d'augmentation doit comprendre :

- un trimestre d'arrérages au taux et à l'indice en vigueur avant le 1^{er} juillet 1967 ;
- un rappel correspondant à l'application de la majoration indiciaire pour la période du 1^{er} juillet au 31 août 1967, obtenu en multipliant la valeur annuelle du point d'indice (7,16) par le nombre de points dont l'indice de la pension est majoré, et en divisant le résultat par 6 ;
- un rappel correspondant à la fois à l'application de la majoration indiciaire et à celle du relèvement de taux pour la période du 1^{er} septembre 1967 à la veille de l'échéance, obtenu en multipliant par le nombre de jours correspondant à cette période la différence entre les montants trimestriels de la pension au 30 juin 1967 et au 1^{er} septembre 1967 et en divisant le résultat obtenu par 90.

- 8 *NOTA. — Les nouveaux montants annuels et trimestriels pourront également être déterminés à l'aide de la table de calcul figurant à la dernière page du barème.*

II. — CALCUL DES NOUVEAUX MONTANTS PAR LES COMPTABLES SUPÉRIEURS ASSIGNATAIRES

- 9 Les multiplicateurs à utiliser pour déterminer le montant des sommes à payer, y compris les rappels à compter du 1^{er} septembre 1967, pour les pensions d'ascendants ou d'invalidité (1) payables au moyen de bordereaux-listes ou de cartes-quittances, sont les suivants :

1° Pensions d'ascendants.

1,821.555 pour les pensions à échéance du 12 novembre 1967.

1,826.000 pour les pensions à échéance du 22 novembre 1967.

1,839.333 pour les pensions à échéance du 22 décembre 1967.

1,852.666 pour les pensions à échéance du 22 janvier 1968.

(1) Les multiplicateurs à utiliser pour déterminer le montant des sommes à payer pour les pensions de veuves ou d'orphelins, compte tenu de la majoration indiciaire, sont indiqués à la section III ci-après, paragraphe 18.

2° Pensions d'invalidité.

1,818.888 pour les pensions à échéance du 6 novembre 1967.
1,824.666 pour les pensions à échéance du 19 novembre 1967.
1,838.000 pour les pensions à échéance du 19 décembre 1967.
1,848.222 pour les pensions à échéance du 12 janvier 1968.
1,851.333 pour les pensions à échéance du 19 janvier 1968.

SECTION II

Emoluments auxquels est applicable le relèvement du 1^{er} septembre 1967.

10 Les dispositions de la présente instruction sont applicables aux émoluments ci-après :

- *Pensions d'invalidité définitives ou temporaires* inscrites au Grand-Livre de la Dette Publique, ou concédées par les directeurs des anciens combattants et victimes de guerre suivant la procédure instituée en application de l'article L. 24 (1^{er} alinéa) du Code ;
- *allocations aux grands invalides et allocations aux grands mutilés* qui s'y rattachent ;
- *indemnité de soins aux pensionnés à 100 % pour tuberculose, indemnité de ménage et indemnité de reclassement et de ménagement* ;
- *pensions de veuves, d'orphelins et d'ascendants* inscrites au Grand-Livre de la Dette Publique, ou concédées par les directeurs des anciens combattants et victimes de guerre suivant la procédure instituée en application de l'article L. 24 (1^{er} alinéa) du Code ;
- *allocations provisoires d'attente* allouées avant concession des pensions ;
- *accessoires pour enfants : majorations d'enfants allouées aux invalides atteints d'une infirmité d'un taux inférieur à 85 %* (art. L. 19 du Code), *allocations spéciales pour enfants infirmes* (art. L. 20, 5^e alinéa, et L. 54, 6^e alinéa, du Code), *majorations pour enfants ayant cessé d'ouvrir droit aux prestations familiales* (art. L. 20, dernier alinéa, et L. 54, 5^e alinéa, du Code).

Elles sont également applicables aux *secours de compagne* concédés en application de la loi n° 55-1476 du 12 novembre 1955 qui ont fait l'objet de l'instruction n° 58-143 - B 3 du 22 juillet 1958.

La détermination du montant de quelques-uns de ces émoluments présente des particularités qui font l'objet de la section III ci-après.

SECTION III

Dispositions particulières à certaines pensions et à certains accessoires de pension.

I. — PENSIONS DE VEUVES OU D'ORPHELINS ET SECOURS DE COMPAGNE

A. — Pensions de veuves et d'orphelins.

11 L'article 62 de la loi de finances pour 1967 n° 66-935 du 17 décembre 1966 (1) a substitué, dans le premier alinéa de l'article L. 50 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, l'indice 457,5 à l'indice 451,5. Cette disposition prend effet du 1^{er} juillet 1967.

(1) *Journal officiel* du 18 décembre 1966, page 11081.

- 12 Les indices servant à déterminer le montant des pensions de veuves et d'orphelins sont ainsi majorés par rapport à l'indice global en vigueur du 1^{er} janvier 1965 au 30 juin 1967 :

- de quatre points pour les pensions au taux de réversion ;
- de six points pour les pensions au taux normal ;
- de huit points pour les pensions assorties du supplément exceptionnel.

- 13 Le tableau II du barème à couverture rouge annexé à la présente instruction a été conçu de façon que les comptables n'aient aucun calcul à effectuer pour déterminer le montant des pensions de veuves et d'orphelins, compte tenu, d'une part, de l'augmentation de la valeur du point d'indice à compter du 1^{er} septembre 1967 et, d'autre part, de la revalorisation de l'indice de calcul de ces pensions à compter du 1^{er} juillet 1967. A cet effet, deux colonnes ont été prévues au barème pour l'indication de l'indice :

- dans la colonne 1 figure l'indice global en vigueur au 30 juin 1967 (1) ;
- dans la colonne 2 figure le nouvel indice global applicable à compter du 1^{er} juillet 1967.

Les comptables n'auront donc qu'à lire, en regard de l'indice figurant dans la colonne 1 du barème et correspondant à l'indice mentionné par leurs soins sur l'étiquette collée sur la fiche de paiement lors de l'application du relèvement de taux intervenu avec effet du 1^{er} mars 1967, le nouvel indice revalorisé applicable à compter du 1^{er} juillet 1967 qui figure dans la colonne 2, et qu'ils auront à reporter à l'emplacement prévu à cet effet dans la partie supérieure de l'étiquette du modèle C 1240 P bis, collée sur la fiche de paiement, dans la colonne où doit être mentionné le montant trimestriel de la pension au 1^{er} septembre 1967.

Cette opération devra être effectuée avec le plus grand soin, de manière que les relèvements qui interviendront ultérieurement puissent être correctement déterminés à partir de l'indice revalorisé reporté sur la fiche de paiement dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus.

- 14 Les nouveaux montants annuels et trimestriels au 1^{er} septembre 1967 qui sont indiqués dans les colonnes 3 et 5 du barème ainsi que les montants à payer aux échéances normalisées des 25 novembre 1967, 12, 22 et 25 décembre 1967 et 25 janvier 1968 indiqués dans les colonnes 6 à 10, tiennent compte de la majoration d'indice intervenue au 1^{er} juillet 1967 et de l'augmentation de la valeur du point d'indice applicable à compter du 1^{er} septembre 1967.

- 15 Dans le cas de pensions dont l'indice global actuel mentionné sur les fiches de paiement ne figurerait pas dans la colonne 1 du barème, les comptables auraient à procéder eux-mêmes à la détermination des nouveaux montants annuel et trimestriel, et au calcul de la somme à payer selon les modalités indiquées au paragraphe 7 ci-dessus.

- 16 Dans les départements et territoires où est appliqué le mode de paiement des pensions au moyen de bordereaux-listes ou de cartes-quittances, il y aura lieu, pour le calcul des échéances survenant à partir du 25 novembre 1967, d'éjecter tout d'abord du fichier mécanographique les cartes « Pensionné » qui sont comprises dans la catégorie des « cas spéciaux ». Avec ces cartes, il sera établi un bordereau qui permettra au service administratif de déterminer le montant des arrérages dus à l'échéance considérée, compte tenu de la revalorisation indiciaire prenant effet du 1^{er} juillet 1967 et du relèvement des pensions à compter du 1^{er} septembre 1967.

(1) Cet indice est précédé de la lettre R, N ou E suivant que l'indice correspond à une pension au taux de réversion, au taux normal ou au taux exceptionnel. Le chiffre 1, 2, 3 ou 4 figurant à la suite de la lettre R, N ou E correspondant à certains indices indique le nombre d'enfants pris en compte pour le supplément familial.

- 17 Les autres cartes devront ensuite être scindées en trois groupes :
- a) Cartes portant l'indicatif R, correspondant aux pensions concédées au taux de réversion et non majorées du supplément exceptionnel ;
 - b) Cartes portant l'indicatif N, correspondant aux pensions concédées au taux normal et non majorées du supplément exceptionnel ;
 - c) Cartes portant l'indicatif E, correspondant aux pensions concédées au taux de réversion ou au taux normal et majorées du supplément exceptionnel.

Les indicatifs R, N et E sont transcrits en perforation sur les cartes « Pensionné » conformément aux instructions en vigueur (1).

- 18 Ces cartes seront ensuite traitées de manière à faire déterminer par la tabulatrice le montant brut global dû à l'échéance comportant le paiement du rappel. Ce montant est égal au montant trimestriel en vigueur au 30 juin 1967 augmenté du rappel dû par suite de l'application de la revalorisation indiciaire prenant effet du 1^{er} juillet 1967 et de l'augmentation de la valeur du point d'indice au 1^{er} septembre 1967.

Ce montant global peut être déterminé en *multipliant* l'indice de la pension en vigueur au 30 juin 1967 par le multiplicateur fixe correspondant à l'échéance et en *ajoutant* au produit un rappel fixe, pour tenir compte de la majoration indiciaire, conformément au tableau ci-dessous.

	ECHEANCES DES				
	25 novem- bre 1967	12 décem- bre 1967	22 décem- bre 1967	25 décem- bre 1967	25 jan- vier 1968
Multiplicateur	1,827 333	1,834 888	1,839 333	1,840 666	1,854 000
Rappel à ajouter suivant l'indicatif :					
R	11,605 333	12,988 000	13,801 333	14,045 333	16,485 333
N	17,408 000	19,482 000	20,702 000	21,068 000	24,728 000
E	23,210 666	25,976 000	27,602 666	28,090 666	32,970 666

- 19 Pour le paiement des échéances ultérieures, de nouvelles cartes « Pensionné » seront perforées dans les conditions prévues au paragraphe 1, B, de l'aide-mémoire figurant en annexe n° 5 à l'instruction n° 61-29-B3 du 14 février 1961. Le nouvel indice applicable à compter du 1^{er} juillet 1967 qui doit être perforé sur ces cartes, est égal à l'indice figurant sur les cartes actuelles, en vigueur au 30 juin 1967, majoré de :

- 4 points pour les pensions comportant l'indicatif « R » ;
- 6 points pour les pensions comportant l'indicatif « N » ;
- 8 points pour les pensions comportant l'indicatif « E ».

- 20 Remarque I. — Pour permettre l'application éventuelle de revalorisations indiciaires ultérieures, l'indicatif « R », « N » ou « E » ne doit pas manquer d'être transcrit en perforation sur ces cartes de façon à permettre, le cas échéant, leur tri suivant la nature de la pension.

(1) Cf. Instruction n° 65-44 - B 3 du 21 avril 1965, chapitre III, section II, paragraphe 99.

- 21 Remarque II.** — Les Centres régionaux et Trésoreries générales autonomes dans la circonscription desquels fonctionne le système de paiement des pensions de veuves sur bordereaux-listes ou au moyen de cartes-quittances doivent notifier aux comptables payeurs les nouveaux indices de calcul de ces pensions applicables à compter du 1^{er} juillet 1967.

Cette notification pourra être faite au moyen de listes, établies par comptable payeur, sur lesquelles figureront le numéro d'inscription de la pension, le nom du pensionné et l'indice revalorisé en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1967.

Les comptables payeurs doivent reporter l'indice qui leur est ainsi notifié sur la fiche mobile A correspondante en leur possession sous la forme suivante :

« indice revalorisé à compter du 1^{er} juillet 1967 : tant ».

B. — Supplément exceptionnel.

- 22** Les montants successifs, depuis le 1^{er} octobre 1960, du supplément exceptionnel ont été donnés en dernier lieu par le tableau figurant au paragraphe 18 de l'instruction n° 65-81 - B 3 du 11 octobre 1965 relatif au relèvement des pensions de victimes de guerre au 1^{er} octobre 1965.

Dans le cas où il serait nécessaire de calculer à part le montant de ce supplément, l'indice à partir duquel il peut être déterminé est, depuis le 1^{er} juillet 1967 :

152,5 pour les pensions au taux normal ;
305 pour les pensions au taux de réversion.

Les nouveaux montants sont donc :

— au 1^{er} juillet 1967 :

- 1.091,68 F par an, soit 272,97 F par trimestre, pour les pensions au taux normal ;
- 2.183,80 F par an, soit 545,95 F par trimestre, pour les pensions au taux de réversion ;

— au 1^{er} septembre 1967 :

- 1.116,28 F par an, soit 279,07 F par trimestre pour les pensions au taux normal ;
- 2.232,60 F par an, soit 558,15 F par trimestre pour les pensions au taux de réversion.

C. — Secours annuel de compagne.

- 23** En vertu des dispositions des deux premiers alinéas de l'article 1^{er} de la loi n° 55-1476 du 12 novembre 1955, le montant du secours annuel de compagne est fonction du montant de la pension de veuve. Il en résulte que la revalorisation indiciaire prenant effet du 1^{er} juillet 1967 des pensions de veuves et d'orphelins doit être appliquée à ce secours.

Le montant du secours annuel est donc égal :

- a) Si le compagnon était soldat, matelot ou civil, au montant de la pension de veuve de soldat au taux normal, soit :
 - 3.275,72 F par an, soit 818,93 F par trimestre, au 1^{er} juillet 1967 ;
 - 3.348,92 F par an, soit 837,23 F par trimestre, au 1^{er} septembre 1967 ;
- b) Si le compagnon était gradé ou officier, aux trois quarts de la pension de veuve du militaire du même grade, sans pouvoir être inférieur au montant de la pension de veuve de soldat.

II. — PENSIONS D'ASCENDANTS

- 24 Les indices affectés aux pensions d'ascendants ont fait l'objet de plusieurs majorations dont le détail a été indiqué en dernier lieu par l'instruction n° 65-81 - B 3 du 11 octobre 1965 (1).

La présente subdivision a pour objet de fixer les modalités d'application de la majoration indiciaire au profit des ascendants âgés de soixante-cinq ans au moins, en droit d'en bénéficier à compter d'une date postérieure au 1^{er} janvier 1967.

Quatre cas sont à envisager, selon que la date d'application de la majoration indiciaire est antérieure ou non au 1^{er} septembre 1967, et dans chacune de ces hypothèses, selon qu'elle est antérieure ou non à la date de l'échéance précédant celle qui donne lieu à l'application du relèvement de taux.

- 25 *Premier cas.*

La majoration d'indice a pris effet avant l'échéance précédant celle qui donne lieu à rappel et avant le 1^{er} septembre 1967.

Dans cette hypothèse, la régularisation consécutive à la première application de la majoration indiciaire a déjà été effectuée, au plus tard à l'échéance précédente. Il y a donc lieu de ne tenir compte que de l'indice majoré.

Le montant de la somme à payer à l'échéance, y compris le rappel résultant du relèvement de taux au 1^{er} septembre 1967, est donné par le barème dans la colonne correspondant à l'échéance, en regard de l'indice *majoré* figurant colonne 1.

- 26 *Deuxième cas.*

La majoration d'indice a pris effet après l'échéance précédant celle qui donne lieu à rappel et avant le 1^{er} septembre 1967.

La somme à payer à cette échéance comprend :

- 1° La somme indiquée au barème dans la colonne correspondant à l'échéance en regard de l'indice *non majoré* ; cette somme correspond à un trimestre d'arrérages, sur la base de cet indice, au taux du 1^{er} mars 1967, augmenté du complément d'arrérages résultant, toujours sur la base du même indice, de l'application du relèvement de taux au 1^{er} septembre 1967 ;
- 2° Pour tenir compte de l'application, pour la première fois, de la majoration indiciaire :
 - un complément d'arrérages pour la période courue de la date d'effet de la majoration d'indice au 30 août 1967, obtenu en multipliant le nombre de jours que comprend cette période par le nombre de points dont l'indice de la pension est majoré, puis le produit par la valeur trimestrielle du point d'indice au 1^{er} mars 1967 (1,79) et en divisant le résultat par 90 ;
 - un complément d'arrérages pour la période du 1^{er} septembre 1967 à la veille de l'échéance à payer, obtenu en multipliant le nombre de jours que comprend cette période par le nombre de points dont l'indice de la pension est majoré, puis le produit par la valeur trimestrielle du point d'indice au 1^{er} septembre 1967 (1,83) et en divisant le résultat par 90.

Ce cas ne peut se produire que pour les pensions venant à échéance les 12 et 22 novembre 1967.

(1) Titre I^{er}, chapitre III, section IV, paragraphes 21 et 22.

27

Troisième cas.

La majoration d'indice a pris effet avant l'échéance précédant celle qui donne lieu à rappel, mais après le 1^{er} septembre 1967.

La somme à payer à l'échéance donnant lieu à rappel comprend :

- 1° Un trimestre d'arrérages sur la base de l'indice *majoré*, au taux du 1^{er} septembre 1967 ;
- 2° Un rappel pour tenir compte du relèvement de taux du 1^{er} septembre 1967, comprenant :
 - un rappel d'arrérages pour la période du 1^{er} septembre 1967 à la veille de la date d'application de la majoration indiciaire, obtenu en multipliant le nombre de jours que comprend cette période par le nombre de points que comportait l'indice de la pension avant majoration, puis le produit par la différence entre l'ancienne et la nouvelle valeur trimestrielle du point d'indice (0,04) et en divisant le résultat par 90 ;
 - un rappel d'arrérages pour la période courue de la date d'effet de la revalorisation indiciaire à la veille de l'échéance précédant celle qui donne lieu à rappel, calculé en multipliant le nombre de jours contenu dans cette période par le nombre de points que comprend le nouvel indice de la pension, puis le produit par la différence entre l'ancienne et la nouvelle valeur trimestrielle du point d'indice (0,04) et en divisant le résultat par 90.

Ce cas ne peut concerner que les pensions venant à échéance les 22 décembre 1967 et 22 janvier 1968.

28

Quatrième cas.

La majoration d'indice prend effet d'une date postérieure au 1^{er} septembre 1967 et postérieure à la date de l'échéance précédant celle qui donne lieu à rappel.

Il y a lieu de faire application, pour la première fois de la majoration indiciaire.

La somme à payer à l'échéance donnant lieu à rappel comprend donc :

- la somme figurant au barème en regard de l'indice *non majoré*, correspondant à un trimestre d'arrérages, sur la base de cet indice, au taux du 1^{er} mars 1967, augmenté du complément ou rappel d'arrérages résultant, toujours sur la base du même indice, de l'application du relèvement de taux au 1^{er} septembre 1967 ;
- un complément d'arrérages pour la période courue de la date d'effet de la majoration d'indice à la veille de l'échéance à payer, obtenu en multipliant le nombre de jours que comprend cette période par le nombre de points dont l'indice de la pension est majoré, puis le produit par la valeur trimestrielle du point d'indice au 1^{er} septembre 1967 (1,83) et en divisant le résultat par 90.

29 L'application des nouveaux indices et l'annotation des fiches de paiement seront effectués dans les conditions habituelles, rappelées en dernier lieu par l'instruction n° 65-81 - B 3 du 11 octobre 1965 (1).

30 Enfin, il est rappelé que la majoration indiciaire prévue en faveur des ascendants infirmes ou atteints d'une maladie incurable, âgés de plus de soixante ans, ne peut être attribuée que par les administrations liquidatrices des pensions. Les indications relatives à l'application de cette majoration ont été données par l'instruction n° 65-81 - B 3 du 11 octobre 1965 (2).

(1) Titre I^{er}, chapitre III, section IV, paragraphes 29 et 30, et titre II, chapitre III, section I, paragraphes 75 à 77.

(2) Titre I^{er}, chapitre III, section IV, paragraphes 31 à 33.

III. — INDEMNITÉ DE SOINS AUX PENSIONNÉS A 100 % POUR TUBERCULOSE,
INDEMNITÉ DE MÉNAGEMENT, ET INDEMNITÉ DE RECLASSEMENT ET DE MÉNAGEMENT

31 Les nouveaux montants annuels et mensuels de ces indemnités sont indiqués au tableau ci-après :

NATURE DE L'INDEMNITE	INDICE	MONTANT annuel.	MONTANT mensuel.
Indemnité de soins.....	916	6.705,12	558,76
Indemnité de ménagement.....	458	3.352,56	279,38
Indemnité de reclassement et de ménage- ment :			
— au taux plein.....	687	5.028,84	419,07
— au taux réduit.....	275	2.013,00	167,75

L'échéance du 1^{er} novembre 1967 comprendra le rappel d'arrérages dû pour le mois de septembre 1967 et sera payée :

— pour l'indice 916..... $558,76 + 12,22 = 570,98$ F
— pour l'indice 458..... $279,38 + 6,11 = 285,49$ F
— pour l'indice 687..... $419,07 + 9,16 = 428,23$ F
— pour l'indice 275..... $167,75 + 3,67 = 171,42$ F

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

32 Comme lors de chaque relèvement de la valeur de l'indice servant de base au calcul des pensions, il convient d'appliquer les dispositions particulières à certains émoluments, rappelées en dernier lieu par l'instruction n° 65-81-B 3 du 11 octobre 1955, notamment en ce qui concerne :

- les pensions dont le montant est fixé à une fraction du montant d'émoluments déterminés en fonction d'un indice ;
- les émoluments dont l'attribution et le paiement sont soumis à une condition de ressources ;
- les majorations d'enfants prévues par les articles L. 19, L. 20 (6^e alinéa) et L. 54 (5^e alinéa) du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- l'allocation spéciale pour enfant infirme prévue par l'article L. 20 (5^e alinéa) et l'article L. 54 (6^e alinéa) du Code ;
- les prescriptions diverses rappelées au paragraphe 61 de l'instruction susvisée.

SECTION IV

Date de mise en application.

- 33** Le relèvement du montant des pensions sera effectué à l'occasion du règlement des échéances survenant à partir du 6 novembre 1967 des pensions du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et de leurs accessoires ainsi que des allocations provisoires d'attente servies avant concession de ces pensions (1). Cette date devra être respectée dans toute la mesure du possible pour les pensions payables dans les départements d'Outre-Mer et les Territoires d'Outre-Mer de la République ou à l'étranger.

SECTION V

**Emoluments payables dans certains départements,
territoires ou Etats situés hors de la zone franc métropolitain
et émoluments payables en Métropole
à un taux bloqué aux ressortissants de certains Etats.**

- 34** Il conviendra de faire application en les adaptant des dispositions des paragraphes 39 à 53 de l'instruction n° 65-81-B 3 du 11 octobre 1965, complétées par les prescriptions des paragraphes 22 à 24 de l'instruction n° 66-52-B 3 du 2 mai 1966.
- 35** Les dispositions des paragraphes 9 à 12 de l'instruction portant relèvement à compter du 1^{er} septembre 1967 du montant des pensions civiles et militaires de retraite relatives à la réintégration dans leurs droits des pensionnés auxquels a été appliqué l'article 71 de la loi de finances pour 1960 du 26 décembre 1959 et qui acquièrent la nationalité française ou celle d'un Etat de la Communauté sont applicables aux bénéficiaires de pensions militaires d'invalidité et de victimes de la guerre.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN SÉRISÉ.

(1) Sauf en ce qui concerne l'indemnité de soins aux pensionnés à 100 % pour tuberculose et les indemnités de ménagement, ou de reclassement et de ménagement (cf. paragraphe 31).